



PETITE HISTOIRE D'UN GRAND LIVRE

LE SYNDROME DE VICHY

relu par BENJAMIN STORA

EN 1987, paraît *Le Syndrome de Vichy*, de l'historien Henry Rousso. Ce travail montre comment faire de l'histoire sur une page sombre de l'histoire contemporaine française sans se « contenter » de raconter, de révéler des faits. Mais en traquant les *traces* de cette période troublée dans le présent immédiat. En faisant de la mémoire restituée un objet pour l'histoire.

Au moment où commence cette année-là le procès Barbie, qui va porter le souvenir de la collaboration française à l'incandescence, un livre propose ainsi de dire l'histoire autrement. En se portant vers des séquences de l'après-Seconde Guerre mondiale, en découpant les moments français sous le régime de Vichy, en les classifiant, Rousso explique les vagues mémorielles qui vont se succéder. De la construction d'un récit résistancialiste, en appui du discours officiel gaulliste et communiste (si puissant à l'époque), à l'élaboration d'une histoire politique – celle de Robert Aron, historien en vogue dans les années 1950 –, où l'on voit Philippe Pétain jouer le rôle du porteur de bouclier, pour la défense de la nation française menacée.



De 1944 à 1954, Rousso évoque la phase de deuil avec « les séquelles de la guerre civile, de l'épuration à l'amnistie » ; de 1955 à 1971, il montre une phase de refoulement avec, en même temps, « une renaissance spectaculaire de la mémoire résistante, sous l'angle, il est vrai particulier, de la mémoire gaulliste » (c'est le temps du retour au pouvoir du général de Gaulle) ; puis, de 1971 à 1974, apparaît un miroir brisé avec le retour du refoulé et la fin des mythes (c'est la séquence de l'apparition du documentaire *Le Chagrin et la Pitié* – une chronique de la vie à Clermont-Ferrand sous l'Occupation, longtemps interdite –, et de la publication du livre

de l'historien américain Robert Paxton, *La France de Vichy*). Et, à partir de 1974, une phase obsessionnelle se développe, marquée par le réveil de la mémoire juive, avec, au centre, la révélation des travaux de Serge Klarsfeld sur le nombre de Juifs déportés en France.

Ce découpage en vagues particulières d'une mémoire qui ne cesse de hanter les Français m'intéresse alors au plus haut point. Cette approche singulière, originale, aura un effet sur mes travaux.

L'ouvrage est très vite encensé pour la nouveauté de son approche des questions historiques. On invoque la démonstration d'une analyse qui sort des sentiers battus en activant les rapports féconds entre psychanalyse et histoire. Mais le livre est aussi critiqué. N'est-il pas trop inscrit dans le sillage de celui de Robert Paxton, qui envisage Vichy comme un seul bloc ? N'est-ce pas la reprise du procès contre Robert Aron, jugé trop manichéen (Rousso parle des « pudeurs historiennes » d'Aron) ? N'est-ce pas une démarche trop réductionniste ? Rousso répondra avec brio à ces accusations, qui ne

voulaient pas voir le pas franchi avec cette nouvelle méthode d'écriture de l'histoire.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, l'historien de l'après-Vichy innove en étudiant la transmission du syndrome à travers les commémorations, les images du cinéma et de la télévision, et l'abondance (ou l'absence) d'historiographie, française comme internationale.

Avec *Le Syndrome de Vichy*, voilà aussi une histoire politique au sens plein du terme, intransigeante avec les faits et soucieuse de déceler des courants réels dans la société. Elle fournit la preuve que l'*histoire immédiate* est possible, pourvu que le récit soit conduit avec rigueur. Lors de la parution de ce livre, je travaille de mon côté depuis une dizaine d'années sur l'histoire de la guerre d'Algérie, sur la trajectoire compliquée du nationalisme algérien et sur le fait colonial au sens large. Et ce livre me bouscule. Il introduit dans mon esprit des correspondances évidentes entre deux moments.

Comme pour Vichy, dans l'après-guerre d'Algérie, n'a-t-on pas assisté à des situations de déni, de refoulements, puis à des moments compliqués de retours de mémoire ? Je m'interroge. Trois ans après paraîtra *La Gangrène et l'Oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie*. Dans ce livre, j'ai voulu montrer comment l'oubli qui entoure la guerre d'Algérie a été « fabriqué » de part et d'autre de la Méditerranée. Amnésie du côté français ; commémoration officielle mise au service du pouvoir en Algérie : la double facette d'un même refoulement. « Guerre sans



nom » pour les Français ; et pour les Algériens, « Révolution sans visage », avec mise au secret des principaux acteurs du nationalisme algérien, comme Messali Hadj ou Ferhat Abbas. L'objectif, en dévoilant les mécanismes de construction d'un récit d'histoire quelquefois fantasmé, était donc de sortir de l'occultation et de l'oubli. C'était en 1991. Sans me douter que, loin de s'apaiser, la recherche des vérités historiques allait aboutir à un durcissement des mémoires,

parfois bien dangereux... Et il est arrivé la même chose au livre de Rousso.

En 1995, dans la revue *French Historical Studies*, Pierre Nora, qui avait lancé et dirigé la grande aventure des *Lieux de mémoire*, écrit, en évoquant la réédition du *Syndrome de Vichy* et la parution d'un nouvel ouvrage d'Henry Rousso avec le journaliste Éric Conan, *Vichy, un passé qui ne passe pas* : « Dans le premier, on a un ouvrage d'histoire sur les péripéties



GARANTIR L'EXISTENCE ET LA FORCE D'UNE NATION FACE À L'OUBLI, EN AFFIRMANT LA CONTINUITÉ DE LA MÉMOIRE

de la mémoire ; dans le second, une véhémence mise en garde contre les soubresauts de cette mémoire. » Le voilà, fidèle gardien de la mémoire historique, inquiet que « l'exigence du devoir de mémoire proclamée aujourd'hui à tout propos, ou encore les appels solennels à la vigilance relèguent souvent au second plan le souci de la vérité et la nécessité du regard critique ». Et Pierre Nora d'ajouter : « Il est arrivé à Rouso le même genre d'aventure qu'à moi-même : une étrange aventure d'histoire boomerang. »

Les historiens partisans des sorties d'oubli se montrent désormais vigilants face aux mémoires envahissantes qui risquent d'obscurcir les vérités historiques. Dans les années 2000, à l'émergence d'une mémoire juive qui avait connu son apogée en 1995 avec le discours de Jacques Chirac au Vel d'Hiv, reconnaissant la responsabilité de l'État français dans la déportation, émergent d'autres mémoires. Celles qui prennent appui sur la longue histoire de l'esclavage et de la colonisation.

Le « syndrome de Vichy » va-t-il s'effacer au profit de ces nouvelles demandes mémorielles ? En fait, à sa suite, d'autres mémoires entrent en compétition (celles de l'esclavage et de la colonisation). Et l'on se rend alors compte que l'obligation mémorielle n'a pas seulement servi à construire des représentations pour éviter que ne se reproduisent

des actes de barbarie et des guerres ; elle a aussi engendré, fortifié des idéologies nationalistes. Les espaces de mémoires, avec notamment la création de nombreux musées ou mémoriaux, se sont développés en remplissant ainsi plusieurs fonctions : empêcher que reviennent les temps de la cruauté, mais aussi... exalter la fierté nationale d'un pays. Ce lien mémoriel fort entretenu par l'État a assuré la poursuite d'objectifs déjà anciens : garantir l'existence et la force d'une nation face à l'oubli, en affirmant la continuité de la mémoire, enracinée dans le sol et ainsi transmise de génération en génération. Le processus de « repossession » des héritages de mémoire pour dévoiler des vérités historiques vient donc buter sur cette nouvelle difficulté : la construction identitaire du combat politique.

C'est dans ce contexte particulier qu'en France des polémiques se sont intensifiées autour des « lois mémorielles » : loi réprimant la négation de l'extermination des populations juives en 1990 ; loi reconnaissant le génocide arménien en 2001 ; loi condamnant l'esclavage comme un crime contre l'humanité en 2001... Les petits-enfants de colonisés sont entrés à leur tour dans cette bataille en voulant retrouver cette fonction mémorielle : reconnaître les crimes du passé pour assurer un combat politique, identitaire présent. Le débat sur ces lois s'est amplifié à l'occasion de

l'examen de celle du 23 février 2005 traitant du problème de la colonisation. Son article 4, abrogé depuis, disposait que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». Cette loi a provoqué une grande mobilisation et de larges discussions. Une association, Liberté pour l'histoire, s'est constituée, précisément pour freiner un discours mémoriel victimaire qui entrave le travail des historiens.

Ce boomerang de mémoires devenues identitaires peut-il expliquer la fin du *Syndrome de Vichy*, si bien racontée par Henry Rouso ? En fait, la France reste malade de ces passés encombrants, de Vichy à la guerre d'Algérie. La difficulté vient du fait que les historiens doivent à la fois se méfier du discours des identités exclusives, qui enferment dans une seule vision du monde, et poursuivre leur travail d'investigation et de dévoilement des discours officiels portés par les États. Ils doivent continuer à voir les mythes qui reconstruisent et masquent une réalité plus complexe que des images d'Épinal. Inaugurée par *Le Syndrome de Vichy*, la bataille se prolonge toujours autour de la transmission comme autour de la réception des représentations mouvantes et contradictoires de l'histoire contemporaine française. ♦



BENJAMIN STORA est historien. Professeur des universités, spécialiste de l'Algérie et ancien président du Musée national de l'histoire de l'immigration, il a publié une quarantaine de livres. La collection « Bouquins » en a réédité en 2020 plusieurs des plus majeurs sous le titre *Une mémoire algérienne*, et il vient de publier, chez Albin Michel, *France-Algérie : les passions douloureuses*.